



**ARRETE N°2023-05  
PORTANT PERMISSION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC –  
PARKING ECOLE MATERNELLE –CAMION LIVRAISON MATERIAUX – LES  
BATISSEURS D'AUJOURD'HUI**

Le Maire de Lumbin,

Vu le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière,

Vu le Code de la route et le Code de la voirie routière,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2213-1 à L.2213-6,

Vu la demande faite le 16 janvier 2023 par l'entreprise Les Bâisseurs d'Aujourd'hui, représentée par Monsieur SALA Eric, domiciliée n°48 avenue du Grésivaudan, à CORENC (38 700), pour solliciter l'autorisation de stationner un camion sur le parking de l'école maternelle pour livrer des matériaux sur le chantier situé à hauteur du n°80 Montée des Groubelières, le mercredi 18 janvier et le mercredi 25 janvier 2023, entre **9h et 12h**,

**ARRETE**

**Article 1 : Autorisation**

Le bénéficiaire est autorisé à utiliser le domaine public comme énoncé dans sa demande : « autorisation de stationner un camion sur le parking de l'école maternelle pour livrer des matériaux sur le chantier situé à hauteur du n°80 Montée des Groubelières, le mercredi 18 janvier et le mercredi 25 janvier 2023, entre **9h et 12h**, », à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

**Article 2 : Stationnement**

Le bénéficiaire s'engage à ne pas entraver la circulation au-delà de l'espace qui lui est autorisé d'occuper.

**Article 3 : Sécurité et signalisation de chantier**

La signalisation réglementaire (Travaux **AK5**, Route barrée **KC1**) sera mise en place et entretenue par le demandeur. Des prescriptions de sécurité complémentaire peuvent être préconisées dans un arrêté de circulation si la mise en place du chantier le nécessite.

La sécurité de l'ouvrage installé sur voie publique sera assurée par le demandeur, durant toute la durée de l'autorisation.

**Article 4 : Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis à vis de la collectivité représentée par le signataire que vis à vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

**Article 5 : Formalité d'urbanisme**

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

**Article 6 : Validité et renouvellement de l'arrêté - remise en état des lieux**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révoquant, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : Elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier de droit à indemnité.

Cette autorisation précaire est consentie pour une durée de 2 demi-journées applicable à compter de la date donnée pour le commencement de son exécution.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation.

Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

**Article 7 : Publication, affichage et exécution**

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.

Le Maire et le Bénéficiaire, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Lumbin, le 17 janvier 2023

Le Maire,  
Pierre FORTE



*Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité compétente et d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans les 2 mois à compter de sa notification.*